



***Rapport
d'activités
2016-2017***

Table des matières

Le ROJAQ et son mandat.....	1
Déclaration de principes des organismes de justice alternative membres du ROJAQ.....	1
Mot du président.....	2
Mot du directeur	3
Le bilan des activités du CA	4
Soutien aux comités.....	5
<i>Démarche de réparation et travaux bénévoles.....</i>	<i>5</i>
<i>DHS et renvoi à un programme communautaire.....</i>	<i>5</i>
<i>Logiciel Vision.....</i>	<i>6</i>
<i>Recherche et évaluation.....</i>	<i>6</i>
<i>Médiation citoyenne.....</i>	<i>7</i>
<i>Groupe de formation.....</i>	<i>9</i>
<i>Unité d'accréditation.....</i>	<i>9</i>
<i>Justice alternative et image commune.....</i>	<i>10</i>
<i>Comité des partenaires.</i>	<i>10</i>
Événements.....	11
<i>Congrès et AGA 2016.....</i>	<i>11</i>
<i>Journées des directions.....</i>	<i>11</i>
Communication et données	12
Représentations.....	13
<i>Concertation et collaboration en bref.....</i>	<i>13</i>
<i>Au Québec</i>	<i>14</i>
<i>Au Canada.....</i>	<i>16</i>
<i>International</i>	<i>17</i>
Colloques et formations.....	18
Médias	19
Demandes de la communauté	19
Liste des membres.....	20
Liste des consultants et collaborateurs.....	21

Le mandat du ROJAQ

Le ROJAQ est une association provinciale à but non lucratif qui compte 23 organismes de justice alternative membres. Il poursuit les objectifs suivants :

- assurer et défendre l'existence, l'autonomie et le développement des organismes de justice alternative du Québec;
- promouvoir le développement de la médiation et des autres mécanismes alternatifs de résolution des litiges dans le domaine judiciaire;
- promouvoir le développement des projets de justice alternative;
- promouvoir la participation des citoyens dans l'administration de la justice;
- favoriser l'échange d'information et les échanges de services entre les organismes de justice alternative du Québec;
- favoriser le développement d'une réaction sociale empreinte de dignité pour les personnes victimes et les personnes contrevenantes tant au sein des projets communautaires que dans le domaine judiciaire.

Le mandat principal du regroupement consiste donc à représenter les membres dans les différents lieux où se discutent les orientations de justice et du financement qui doit lui être associé.

Le regroupement voit aussi à soutenir les organismes de justice alternative dans leur responsabilité à l'égard du programme de mesures extrajudiciaires et dans leurs activités dans le cadre de certaines ordonnances des Chambres de la jeunesse de nos tribunaux.

Le ROJAQ a également pour mandat de soutenir ses membres dans leurs activités de prévention de même que les initiatives locales de traitement non judiciaire de situation litigieuse que sont, entre autres, les expériences de médiation de quartier, de médiation sociale et de boutiques de droit. Il se donne également le mandat de promouvoir l'objectif de réparation dans le système de justice.

Par conséquent, le ROJAQ s'implique dans la formation et la recherche touchant aux activités des organismes de justice alternative et les domaines connexes.

Texte adopté à l'Assemblée générale annuelle de 2001

Déclaration de principes des organismes de justice alternative membres du ROJAQ

Les organismes de justice alternative s'inscrivent dans un mouvement de transformation sociale, en favorisant des rapports plus harmonieux entre les membres de la communauté.

En ce sens, nous considérons qu'en matière de gestion d'infractions, de litiges et de conflits, il est primordial que les personnes concernées participent le plus activement possible au processus de règlement dans le respect des droits et de la dignité de chacun.

Ce processus est mis en place dans une optique de réparation des torts et d'éducation, tant des personnes concernées que des membres de la communauté.

Mot du président

À ma troisième année en tant que président du ROJAQ, je souhaite la consolidation de notre regroupement par une pensée collective que je crois voir se développer entre nous. Faire pour l'intérêt de tous et partager davantage nos ressources. L'image commune ainsi que le travail des comités, du conseil d'administration, de chacun et chacune dans vos organisations et de vos conseils d'administration en sont un bel exemple. En 2016-17, ce sont 9 comités de travail qui ont travaillé pour l'ensemble, en plus du conseil d'administration. Ce sont 16 corporations différentes comptant 40 personnes qui se seront impliquées sur de multiples dossiers.

La consolidation et le développement passent autant par la gestion que par la compréhension de l'approche qui nous est propre et de son application au quotidien par les intervenants et médiateurs. Le nombre d'employés est en augmentation lorsqu'on constate les développements de la médiation citoyenne au Québec.

Je vois pour 2017-18, des organisations portant fièrement une même bannière, l'actualisation des projets pilotes du Programme de mesure de rechange, une offre pour les aînés et pour les personnes vivant des situations d'agressions sexuelles, la certification des médiateurs citoyens, l'expérimentation d'une nouvelle approche de développement des habiletés sociales, une formation de base... et quelques belles surprises!

Nous faisons des pas dans la bonne direction. Nous pouvons être fiers de ce que nous portons et proposons à la société québécoise et aussi hors Québec.

Merci à celles et ceux qui ont donné, merci de votre confiance et merci à la permanence qui continue de faire un travail extraordinaire et qui nous représente si bien.

*Pierre Marcoux
Président*

Membres du conseil d'administration

Président:	Pierre Marcoux, <i>Le Pont (Sherbrooke)</i>
Vice-président:	Jean Montambeault, <i>Aux trois pivots (Trois-Rivières)</i>
Secrétaire-trésorier:	Jean Laurent, <i>Programme Impact (Pointe-Claire)</i>
Administrateurs-trices:	Isabelle Dupré, <i>Justice alternative Richelieu-Yamaska (St-Hyacinthe)</i> Christian Fortin, <i>Justice alternative Lac St-Jean (Alma)</i> Suzie Martineau, <i>Ressources alternatives Rive-Sud (Longueuil)</i> Claude St-Pierre, <i>CoNVERjaNCE Manicouagan (Baie-Comeau)</i>

Mot du directeur

Bien que le personnel du ROJAQ ait connu une diminution au cours des dernières années, le recours aux nouvelles technologies et l'engagement de nos membres permettent à notre réseau de demeurer un chef de file en matière de justice réparatrice et de médiation au Québec. Comme vous le verrez dans les pages qui suivent, nos services de médiation citoyenne se développent constamment, les citoyens qui s'y engagent sont toujours plus nombreux alors que le bénévolat fléchit au Québec. Ces services sont régulièrement l'objet d'attention médiatique et ils suscitent un fort enthousiasme chez nos partenaires de justice. Ces activités s'inscrivent dans le mouvement de justice réparatrice, en croissance partout dans les pays occidentaux. Elles complètent nos activités de médiation en matière criminelle, solidement établies dans la justice des mineurs et en croissance constante auprès des adultes.

Signalons qu'à l'heure où l'expertise en matière de jeunes contrevenants subit les contrecoups de la réorganisation des Services sociaux du Québec, nous sommes de plus en plus sollicités pour exprimer nos préoccupations et faire état de notre expertise relative à la justice pour les mineurs. Outre l'offre de service, nous exportons notre expertise au Canada et à l'étranger. Nous sommes engagés avec les différents partenaires du réseau de la justice pour accroître l'accès à la justice et élargir l'offre de service. Nos initiatives contribueront, j'en suis convaincu, à réduire les délais et à redonner une image plus positive de la justice aux yeux des citoyens du Québec.

À l'interne, notre réseau se consolide fortement. Notre esprit de collaboration et notre volonté à développer des services harmonisés entraînent une révision de l'ensemble de nos pratiques. Les différentes instances de notre réseau participent de bonne foi à la transformation de notre offre de service. L'adhésion aux changements est source de motivation pour tous et conduira notre réseau à une identité beaucoup plus forte qu'auparavant.

On le sait, les citoyens ne s'y retrouvent plus, ils ne savent où s'adresser et nos univers fermés leurs sont difficiles d'accès. Il ne s'agit pas uniquement de ressources, mais bien d'une nouvelle culture à développer. J'espère que les changements que nous opérons et le développement d'une identité commune participeront à nous rendre plus accessibles et développeront l'esprit d'une justice différente.

*Serge Charbonneau,
Directeur*

Membres de l'équipe

Directeur:	Serge Charbonneau
Directrice adjointe:	Chantal Guillotte
Comptabilité:	Chantal Binette

Bilan des activités du conseil d'administration

Le conseil d'administration a tenu six (6) réunions régulières et (1) conférence téléphonique au cours de l'année : 21 et 22 avril 2016; 19 mai 2016; 2 juin 2016; 1er et 2 septembre 2016; 9 et 10 novembre 2016; 10 et 11 janvier 2017 ainsi que 8 et 9 mars 2017.

Au cours de ces séances, le conseil d'administration a traité et fait le suivi des dossiers suivants :

Gestion interne:

- * adoption d'un code d'éthique;
- * adoption d'une procédure de traitement des plaintes;
- * déménagement et téléphonie;
- * conditions de travail de la permanence;
- * suivi des cotisations et contributions volontaires;
- * évaluation de la direction;
- * adoption des états financiers 2015-2016;
- * nomination d'un exécutif;
- * prévisions budgétaires et suivi de l'état des revenus et des dépenses;
- * demandes et suivis de subventions;
- * Renouvellement du programme PSC (prestations supplémentaires de chômage);
- * site WEB;
- * demande de médiation entre organisations externes.

Membres:

- * contacts avec les membres et soutien;
- * éthique dans le développement de projets;
- * exploration pour des achats groupés;
- * organisation et bilan du séminaire, du congrès et de l'assemblée générale annuelle de mai-juin 2016;
- * organisation et bilan des journées des directions du 30 novembre et 1er décembre 2016;
- * organisation du congrès et de l'assemblée générale annuelle de mai 2017;
- * formation sur la justice alternative.

Suivi des travaux des différents comités de travail :

- * comité médiation citoyenne;
- * comité démarche de réparation et travaux bénévoles;

- * comité RAP (renforcement des attitudes prosociales) et renvoi à un programme communautaire;
- * comité recherche et évaluation;
- * comité justice alternative et image commune;
- * groupe de formation;
- * unité d'accréditation;
- * comité logiciel Vision;
- * comité des partenaires.

Suivi des représentations :

- * assurance pour les bris accidentels;
- * contacts avec le ministère de la Santé et des Services sociaux;
- * contacts avec le ministère de la Justice, de la Sécurité publique et le Bureau des affaires jeunesse;
- * présentation par la Fondation jeunes contrevenants;
- * comité de suivi LSJPA;
- * comité intersectoriel;
- * recherches;
- * symposium national sur la justice réparatrice;
- * lignes directrices sur la justice réparatrice;
- * le Fonds accès justice;
- * programme de mesure de rechange pour les adultes;
- * Institut national de justice restaurative en France;
- * consultation pour un projet de déjudiciarisation de la violence conjugale au Brésil ;
- * présentation aux juges à la jeunesse;
- * échanges franco-québécois sur les dialogues;
- * développement des rencontre détenus-victimes;
- * services de justice pour les mineurs de l'Ontario;
- * IMAQ;
- * délégation du Chili;
- * médias;
- * forum de l'IIRP à Ottawa;
- * Éducaloi;
- * Association québécoise Plaidoyer-Victimes;
- * Table ronde sur la justice participative;
- * Forum québécois sur l'accès à la justice civile et familiale.

Soutien aux comités

Démarche de réparation et travaux bénévoles

Le mandat du comité pour cette année était de corriger et finaliser le Guide des pratiques en DRTB, de soutenir l'implantation des nouvelles pratiques via la formule de comité élargi adapté, de réfléchir aux normes de pratiques en travaux compensatoires et de rédiger les normes de pratiques pour la mesure de dédommagement financier.

Cette année, le comité a tenu huit rencontres régulières en plus des conférences téléphoniques en comité élargi.

Le comité a poursuivi ses travaux afin de finaliser le Guide des pratiques en DRTB et amorcé ceux pour le dédommagement financier. Le comité a aussi poursuivi son soutien aux OJA dans l'implantation des nouvelles pratiques. Ainsi, les participants des différents organismes ont été répartis en trois groupes animés par des membres du comité. Par conférence téléphonique, les membres de ces groupes pouvaient échanger sur leurs expérimentations et contribuer aux réflexions du comité.

De plus, à la suite d'une demande de certains OJA, la formation sur les démarches de réparation et travaux bénévoles a été redonnée au Saguenay les 14 et 15 mars 2017.

Membres du comité

Alexandra Bélanger , <i>L'interface (Lévis)</i>	Charles Marceau , <i>Justice alternative Richelieu-Yamaska (St-Hyacinthe)</i>
Anne Bouchard , <i>Aux trois pivots (Trois-Rivières)</i>	Jo-Hanna Newnham , <i>Le Pont (Sherbrooke)</i>
Julie Bouchard , <i>Commun Accord (Drummondville)</i>	Renée-Claude Pichette , <i>L'Autre Avenue (Québec)</i>
Isabelle Jean , <i>Ressources Alternatives Rive-Sud (Longueuil)</i>	Serge Charbonneau et Chantal Guillotte , <i>ROJAQ</i>

DHS et renvoi à un programme communautaire

Le mandat du comité pour cette année était d'élaborer une première version d'un guide des pratiques.

Le comité s'est réuni à cinq reprises cette année.

Un premier changement est le changement d'appellation de cette mesure. On ne parle plus de développement des habiletés sociales, mais plutôt de renforcement des attitudes prosociales.

Les membres du comité ont pris connaissance des méthodes d'enseignement dans les pays d'Europe du Nord et ont réfléchi aux concepts suivants: mieux vivre ensemble et prosocial. Ils ont aussi alimenté leurs réflexions par leurs expérimentations des nouvelles orientations envisagées. Il s'agit de mettre en place une nouvelle approche favorisant la collaboration de l'adolescent et son implication centrale dans la mesure. Cette nouvelle approche nécessite aussi la mise en place d'outils et de techniques adaptés.

Membres du comité

Emmanuel Blondin , <i>Volteface (Shawinigan)</i>
Précillia Brasseur Bélanger , <i>Justice alternative Richelieu-Yamaska (St-Hyacinthe)</i>
Kathy Lambert , <i>Le Pont (Sherbrooke)</i>
Catherine Lapierre , <i>Ressources alternatives Rive-Sud (Longueuil)</i>
Laurence Ragot , <i>L'Avenue justice alternative (Repentigny) et Serge Charbonneau</i> , <i>ROJAQ</i>

Soutien aux comités

Logiciel Vision

Le mandat du comité pour cette année était de voir les améliorations à apporter au logiciel, de soumettre les travaux au programmeur et d'offrir une nouvelle version pour 2017. De plus, le comité devait se pencher sur la façon de compiler les données en médiation citoyenne.

Ce comité a tenu deux conférences téléphoniques cette année.

Au mois d'avril 2016, une nouvelle version du logiciel a été acheminée aux OJA avec un document expliquant les principales modifications.

Voici les principaux travaux réalisés cette année:

- Faire les ajustements sur ce qui ne fonctionne pas en lien avec les modifications apportées en 2016.
- Cibler les améliorations à apporter au logiciel.
- Mettre à jour le Guide d'utilisation.
- Modifier la façon de saisir et compiler les dossiers victimes.
- Vérifier la durée de vie de la plateforme actuellement utilisée.
- Réfléchir à la possibilité de mettre en place des tutoriels sur certaines fonctionnalités du logiciel.
- Collaborer avec l'Alter Égaux (OJA de La Tuque) afin d'élaborer un logiciel pour la médiation citoyenne. Ayant obtenu un financement de Centraide, l'OJA a décidé de partager le fruit de ses travaux avec les membres du ROJAQ.
- Tester la nouvelle version du logiciel qui sera disponible pour avril 2017.

Membres du comité

Françoise Choinière, *L'Autre Avenue (Québec)*
Jean Montambeault, *Aux trois pivots (Trois-Rivières)*
Marie-Hélène Prigent, *Ressources Alternatives Rive-Sud (Longueuil)*
Serge Charbonneau, *ROJAQ*
 Avec la collaboration de **Julie Bouchard**, *Commun Accord (Drummondville)*

Recherche et évaluation

Le ROJAQ a obtenu une réponse positive à deux demandes de subvention, ce qui lui permettra dans la prochaine année de mener à bien ses travaux en termes de recherche et évaluation.

En effet, le ROJAQ a obtenu un financement du Fonds Accès Justice, pour une recherche sur la médiation citoyenne : point de vue des usagers et un du Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels, pour une recherche sur les consultations victimes et médiation : évaluation des pratiques.

Membres du comité

Jean Montambeault, *Aux trois pivots (Trois-Rivières)*
Serge Charbonneau, *ROJAQ*

Soutien aux comités

Médiation citoyenne

Le mandat du comité pour cette année était d'organiser la 10e édition de la journée des médiateurs bénévoles, de rédiger deux bulletins de médiation citoyenne, de mettre en place le processus de certification, de revoir le contenu de la formation, d'élaborer la formation de formateur, d'élaborer une convention de sens pour le bilan provincial et de soutenir les OJA.

Le comité a tenu, cette année, huit journées de rencontres régulières, en plus des rencontres des sous-comités sur la formation et la formation de formateurs. Voici un résumé des différents dossiers traités par les membres du comité.

Journée des médiateurs bénévoles

Le 30 avril 2016 s'est tenu au Cegep de Drummondville la 9e journée provinciale des médiateurs bénévoles organisée par le ROJAQ. Cette journée se veut une occasion de formation, d'échanges et de rencontres avec d'autres médiateurs impliqués au sein des projets de médiation citoyenne de la province. L'événement a réuni près de 150 médiateurs.

Dans la première partie de la journée, il était question de la place de la médiation citoyenne et de ses enjeux devant la popularité des projets de prévention et de règlement des différends et l'intérêt pour un meilleur accès à la justice. Le nouveau Code de procédure civile, entré en vigueur en janvier dernier, a aussi été abordé puisqu'il privilégie le recours aux modes de prévention et de règlement des différends, comme la médiation.

En après-midi, dans un souci de bonifier et de réfléchir sur la pratique de la médiation citoyenne, une formation

intitulée « Psychologie de la négociation : la dynamique sous-jacente » a été offerte par M. Fernand Bélair, un médiateur qui intervient depuis une quinzaine d'années dans diverses organisations des secteurs privé, public et communautaire.

La compilation des questionnaires d'évaluation de la journée a permis de faire ressortir que les gens ont beaucoup apprécié la variété des thèmes abordés ainsi que l'équilibre entre informations, échanges et formation.

Le comité a d'ailleurs préparé cette année la 10e édition de cet événement qui aura lieu le 22 avril 2017.

Cueillette de données

Le comité a poursuivi sa cueillette de données annuelle concernant les activités de médiation citoyenne. À ce titre, on peut mentionner qu'en 2015-2016, 17 OJA accompagnaient 29 unités de médiation citoyenne au Québec et 234 médiateurs citoyens ont traité 1108 demandes provenant de la communauté.

Par ailleurs, le comité a procédé à la révision de son formulaire de données quantitatives permettant de faire le bilan provincial.

Révision du contenu de la formation initiale et élaboration d'une formation de formateurs

Cette année, deux sous-comités ont été créés. Un premier a travaillé à la révision du contenu de la formation initiale offerte aux médiateurs citoyens. Un second s'est penché sur le contenu et le déroulement de la future formation de formateurs en médiation citoyenne au sein des OJA.



Soutien aux comités

Médiation citoyenne (suite)

Échange franco-québécois

Les contacts ont été maintenus par courriel avec le RENADEM (Réseau national d'accès aux droits et médiation) en France. Nous avons ainsi pu échanger sur nos travaux respectifs pour l'année.

Association de juristes d'expression française

Pour une deuxième fois, le ROJAQ a été sollicité par l'Association des juristes d'expression française de l'Alberta afin d'offrir une formation en médiation citoyenne à des citoyens d'Edmonton, et ce, grâce à une subvention qu'ils ont reçue du SAIC. Le ROJAQ a ainsi pu leur faire bénéficier de l'expertise de deux formatrices soit Stéphanie Fournier (*Ressources alternatives Rive-Sud, Longueuil*) et Lisa-Marie Roy (*L'Autre Avenue, Québec*). La formation, d'une durée de trois jours a eu lieu du 7 au 9 mars 2017.

Bulletin médiation citoyenne

Le comité médiation citoyenne du ROJAQ a diffusé cette année deux éditions de son bulletin entièrement consacré à la médiation citoyenne.

Demande de soutien de la France

Chantal Guillotte (ROJAQ) a eu un échange par Skype, le 30 septembre 2016, avec une personne de la région de la Bretagne qui soutient une mairie qui offre des services de médiation citoyenne. Elle voulait échanger sur des préoccupations qu'elle avait en lien avec la pratique et le fonctionnement de la médiation citoyenne. En plus de lui faire part de notre façon de faire, nous l'avons aussi orienté vers des ressources en France.

Processus de certification et formation de formateurs

Le processus de certification comprenant un Règlement et des normes de pratiques en médiation citoyenne a été adopté lors de l'assemblée générale annuelle du 2 juin 2016. Un formulaire de demande de certification pour les médiateurs citoyens a été créé et acheminé aux OJA.

Outil de formation continue

Grâce à Commun Accord (*Drummondville*), un DVD destiné à la formation en médiation citoyenne a été conçu avec le soutien du Fonds dédié à la sécurité publique de la MRC de Drummond afin de créer un outil dans la cadre de la formation des médiateurs citoyens.

L'idée était de créer des capsules vidéo qui permettraient de favoriser l'intégration des concepts présentés en formation et de devenir un soutien à l'intégration de l'approche. Devant l'intérêt des membres du ROJAQ pour cet outil, Commun Accord a approché le ROJAQ pour voir comment cet outil maison pourrait bénéficier à l'ensemble des membres. Un comité de travail a regardé le potentiel de l'outil et a créé un guide d'animation afin de soutenir son utilisation.

Membres du comité

Marcy Bolos, remplacée en cours d'année par

Jean Laurent *Programme Impact (Pointe-Claire)*

Stéphanie Fournier, *Ressources alternatives Rive-Sud (Longueuil)*

Michèle Gariépy, remplacée en cours d'année par

Josianne Pouliot, *Pacte Bois-Francs (Victoriaville)*

Sandy Grenier, *Le Pont (Sherbrooke)*

Martine Poirier, *Commun accord (Drummondville)*

Lisa-Marie Roy, *L'Autre avenue (Québec)*

Nathalie Trudeau, *Justice alternative Richelieu-Yamaska (St-Hyacinthe)*

Mylène Trudel, *Volteface (Shawinigan)*

Chantal Guillotte, ROJAQ

Soutien aux comités

Groupe de formation

Le mandat de cette année était d'offrir la formation de base en médiation pénale, de donner la formation continue, de voir à l'arrimage entre la formation de base en médiation pénale et la formation de base OJA, de poursuivre les supervisions et discussions de cas et de rédiger les manuels en lien avec les formations.

Le groupe de formation s'est réuni à trois reprises et a tenu une conférence téléphonique. Lors de ces rencontres, le calendrier des formations a été organisé, le contenu de la formation de base en médiation pénale a été bonifié et le contenu de la formation continue a été élaboré. De plus, le groupe a été consulté sur les modifications au Règlement sur la médiation pénale et sur la formation de base pour les nouveaux employés des OJA. Il a aussi réfléchi sur les rencontres contrevenants adultes et victimes substitutives. Du soutien aux formateurs dans leur mandat de supervision a été offert. Une offre de recrutement a été lancée cette année et a permis d'accueillir une nouvelle formatrice.

Membres du groupe de formation

Marie-Ève Lamoureux, Ressources alternatives Rive-Sud (Longueuil)
Evelyne Leblanc, Aux trois pivots (Trois-Rivières)
Jean Montambeault, Aux trois pivots (Trois-Rivières)
Mélissa Morency, L'Autre Avenue (Québec)
Marie-Hélène Prigent, Ressources alternatives Rive-Sud (Longueuil)
Luc Simard, L'Interface (Lévis)
Nathalie Trudeau, Justice alternative Richelieu Yamaska (St-Hyacinthe)
Sonia Vallée, Commun Accord (Drummondville)
Serge Charbonneau, ROJAQ
Chantal Guillotte, ROJAQ

Unité d'accréditation

L'unité d'accréditation a poursuivi son travail qui consiste à émettre les certificats d'accréditation, procéder au renouvellement des accréditations, analyser les demandes de reconnaissance de formation et mettre à jour le Règlement sur la médiation pénale.

Durant l'année, l'unité a tenu deux conférences téléphoniques et plusieurs échanges par courriel visant essentiellement la reconnaissance de formations, les demandes de prolongation de délai et le renouvellement des accréditations. Cette année, l'unité d'accréditation a renouvelé l'accréditation de 5 médiateurs, a accordé la clause de mise en veille à 2 médiateurs et accordé l'accréditation à 6 médiateurs. De plus, 9 médiateurs pénaux sont en processus d'accréditation. Le ROJAQ regroupe environ 90 médiateurs pénaux.

Membres de l'unité d'accréditation

Nadine Bernatchez, présidente, REPARS (Joliette)
Chantal Guillotte, secrétaire, ROJAQ
Evelyne Leblanc, Aux trois pivots (Trois-Rivières)

Formations offertes en médiation pénale

Quatre (4) personnes ont pu bénéficier de la formation de base en médiation pénale donnée en septembre 2016.

De plus, la nouvelle formation continue de deux jours visant l'amélioration de la pratique de la médiation pénale en sanctions extrajudiciaires a été offerte à trois reprises cette année, soit en octobre 2016, décembre 2016 et mars 2017. Vingt et une (21) personnes ont pu en bénéficier. Trois autres sessions sont prévues en 2017.

Soutien aux comités

Justice alternative et image commune

En mai 2015, les membres du ROJAQ ont décidé de s'engager à utiliser une image commune pour l'ensemble de leurs services et les services communs d'ici juin 2017. C'est à la suite de cette décision qu'un comité de travail a été mis en place et a entamé des travaux permettant l'atteinte de cet objectif.

En 2016, le ROJAQ a décidé d'aller chercher l'expertise qui lui faisait défaut dans le domaine de l'identité de marque. C'est ainsi qu'une collaboration s'est établie avec M. Jonathan Bergeron, de l'agence web Ouistiti. Ce dernier a commencé par former les membres du comité sur le «brief», soit l'art de l'exposé sommaire pour guider une firme de communication. Cette formation a permis au comité, avec l'accompagnement de M. Bergeron, de rédiger un document où était précisé ce qu'était le ROJAQ, son histoire, la mission des OJA, leur philosophie d'intervention et leurs services. À cela s'ajoutaient le contexte et les défis à relever, les avantages d'une image commune, mais aussi les inquiétudes et les enjeux possibles, ainsi que les objectifs à atteindre. Ce document a par la suite été présenté par le comité lors du congrès du ROJAQ en mai 2016. Les personnes présentes ont été invitées à valider le contenu de ce document et à réfléchir aux thèmes qui pourraient inspirer nos stratégies de communication. Ils ont aussi pu partager sur les avantages et les enjeux liés à une image commune.

À la suite des commentaires recueillis, le conseil d'administration a décidé de solliciter les membres du ROJAQ à contribuer volontairement au projet. Entre-temps, les travaux du comité se sont poursuivis et ont été présentés lors des journées de direction le 30 novembre 2016. Le processus d'approbation a été validé et les directions ont pu se prononcer sur des critères de nom, de logo, d'identité et de message.

Fort de la mobilisation de ses membres, le ROJAQ a pu, après diverses soumissions, contracter avec la firme Orange Tango pour aller de l'avant avec ce projet qui devrait se concrétiser en 2017.

Le comité a aussi travaillé à définir la philosophie d'intervention qui caractérise le ROJAQ dans les différents services offerts. Ces travaux ont contribué à l'élaboration d'un canevas pour une formation de base qui serait offerte à tous les nouveaux employés de notre réseau. Pour réaliser tous ces travaux, le comité s'est réuni cette année à quatre reprises et a tenu trois conférences téléphoniques.

Membres du comité

Marie-Claude Boies, *L'Interface (Lévis)*

Julie Dumont, *L'Autre Avenue (Québec)*

Pierre Marcoux, *Le Pont (Sherbrooke)*

Serge Charbonneau et Chantal Guillotte, *ROJAQ*

Nathalie Motreff, *Justice alternative Gaspésie-Sud (Maria)*

Marie-Hélène Prigent, *Ressources alternatives Rive-Sud (Longueuil)*

Joane Vandal, *L'Avenue, organisme de justice alternative (Repentigny)*

Comité des partenaires

Des démarches ont été entreprises cette année afin de constituer un comité regroupant différents partenaires afin de voir au développement de la médiation judiciaire sous toutes ses formes, d'établir les habiletés, les compétences et les mécanismes d'encadrement, de réfléchir au mécanisme pour établir le nombre d'heures en travail bénévole et de réfléchir aux programmes de renforcement des attitudes prosociales.

Compte tenu des différents mouvements de personnel chez nos partenaires, ce comité a reporté ses travaux à l'année prochaine.

Événements

Congrès et assemblée générale annuelle 2016

Cette année, le congrès était précédé d'un séminaire animé par M. Théophilos Rifiotis, professeur au département d'anthropologie de l'UFSC au Brésil. Ce séminaire s'est tenu le 30 mai 2016. Il a réuni 19 participants actifs et 37 participants observateurs. Les participants devaient avoir lu au préalable différents textes en lien avec les quatre grands thèmes abordés soit: le conflit comme forme de socialisation, le crime et le sens situationnel, les rapports sujet et norme et la notion de personne, sujet, réseaux.

Le congrès annuel s'est tenu les 31 mai et 1er juin 2016 au Manoir du Lac Delage dans la région de Québec. Le 31 mai, les 102 participants ont pu assister à la conférence de M. Théophilos Rifiotis, professeur au département d'anthropologie de l'UFSC au Brésil, ayant pour thème: la judiciarisation des rapports sociaux, enjeux théoriques, éthiques et politiques; à la conférence de Mme Catherine Rossi, professeure à l'Université Laval, sur les résultats de la recherche sur les DRPD; à une conférence de Mme Maud Pellerin, candidate à la maîtrise en psychoéducation et assistante de recherche au CICC à l'UQTR, sur l'efficacité et les projets en milieu scolaire et à la conférence de Mme Marie-Claire Belleau, professeure à l'Université Laval, sur le nouveau Code de procédure civile. De plus, les travaux du comité médiation citoyenne ainsi que les résultats de la consultation sur le processus de certification en médiation citoyenne ont été présentés. Des informations générales sur les comités de travail du RO-

JAQ ont été données et M. Jean Samson, de Samson Groupe Conseil, est venu parler d'assurance collective.

Le 1er juin, les 97 participants ont pu assister à la conférence de Me Sophie Lavergne, du Bureau des affaires jeunesse, sur la collaboration entre le ROJAQ et le BAJ; à une conférence de Mme Nathalie Roy, directrice d'Éducaloi sur les services de leur organisme et les collaborations possibles et à la conférence de M. Jonathan Bergeron, conseiller de la firme Ouistiti, sur le thème: Communication: analyse et suggestions. Par la suite, le comité justice alternative et image commune a présenté ses travaux et les gens ont pu échanger sur le sujet en atelier. Ce fut ensuite au tour du comité DRTB de faire part de ses travaux, le tout suivi d'une période d'échanges en atelier. Finalement, des informations générales ont été données sur les représentations du ROJAQ.

Lors de l'assemblée générale annuelle, outre la présentation des points habituels (rapports d'activités, rapport financier, prévisions budgétaires, orientations et priorisations, élection des administrateurs, etc...), les 35 personnes présentes ont pu échanger entre eux sur la question de l'image commune. De plus, le Règlement et les normes de pratiques en médiation citoyenne ont été adoptés et une résolution a été prise afin de réitérer le principe de la plus grande célérité pour toutes les interventions dans le cadre de la LSJPA.

Journées des directions 2016

Le 30 novembre et 1er décembre 2016 ont eu lieu les journées des directions à l'hôtel Clarion, à Québec. En plus des directeurs-trices des OJA, nous avons eu le plaisir d'accueillir des administrateurs-trices de conseil d'administration de certains OJA.

Les participants ont pu réfléchir ensemble sur le rôle du ROJAQ ainsi que sur le financement image commune et ROJAQ. Un état de situation des travaux du comité image

commune et justice alternative a été fait et les participants ont pu donner leur point de vue sur les orientations prises jusqu'à présent. De l'information sur certains travaux du ROJAQ a aussi été donnée. Finalement, les participants ont pu partager leurs préoccupations et connaissances autour de certains thèmes liés à la gestion.

Communication et données

Site internet

Le site internet est un moyen efficace pour présenter les services des OJA et du regroupement, de même que pour faire connaître les unités de médiation citoyenne. De plus, le volet extranet du site permet aux OJA d'avoir accès à plusieurs documents et outils provinciaux.

Toutefois, compte tenu des ressources disponibles, nous n'avons pu apporter toutes les améliorations souhaitées au site internet. Mais certaines modifications ont été apportées à l'extranet pour les OJA et à la liste des unités de médiation citoyenne. Le changement d'hébergeur WEB et le transfert vers Office 365 ont aussi sollicité beaucoup d'énergie. De plus, le changement d'hébergeur WEB fait en sorte qu'il n'est pas possible, cette année, d'avoir les données sur la fréquentation du site internet.

Par ailleurs, le ROJAQ est aussi actif sur Facebook.

Liste des données

Le regroupement a fait la recension de plusieurs données pour l'année 2015-2016 reliées aux activités des organismes. Les compilations de ces données sont disponibles au ROJAQ et ont été présentées dans les différents bulletins de l'année 2016-2017.

Quelques exemples de données compilées:

- bilans des demandes LSJPA;
- données Passerelles;
- données sur la médiation citoyenne;
- nombre de victimes ouvertes à la médiation.

Soutien informatique

Dans la continuité des services dispensés aux membres, il y a le soutien pour le logiciel Vision pour les mises à jour, l'utilisation et les bilans.

Bulletin du ROJAQ

Le bulletin est paru 3 fois cette année. Dans chaque édition, l'objectif était de donner le maximum d'informations sur les travaux en cours au regroupement concernant entre autres les comités de travail, le conseil d'administration et les représentations.

Les listes de diffusion

En plus du site internet et du bulletin, plusieurs listes de diffusion existent pour faciliter les échanges entre les organismes. Ces listes de diffusion sont utilisées pour faire passer toutes sortes d'informations aux membres.

D'autres listes plus spécifiques ont aussi été créées pour faciliter les échanges entre les membres des comités, les organes décisionnels ou pour des recherches spécifiques.

Le ROJAQ a aussi vécu différents changements visant à maximiser ses ressources et affectant le volet communication. Ainsi, le ROJAQ s'est doté d'un nouveau système téléphonique par technologie IP. Ce système, en plus de générer des économies à court et moyen terme, permettra d'augmenter l'efficacité. Le ROJAQ a aussi réduit de façon significative la superficie de ses bureaux.

Représentations

Concertation et collaboration en bref

Au Québec

Avec le ministère de la Santé et des Services sociaux ainsi que la Table des directeurs provinciaux

- *Comité de suivi LSJPA*
- *Comité intersectoriel*

Avec le ministère de la Justice

- *programme de mesure de rechange*
- *Fonds d'accès justice*

Avec la direction des poursuites criminelles et pénales et le Bureau des affaires jeunesse

Avec la magistrature

Forum québécois sur l'accès à la justice civile et familiale

Avec le milieu universitaire et de la recherche

- *Centre international de criminologie comparée*
- *Université Laval à Québec*
- *Projet ADAJ sur l'accès des citoyens au droit et à la justice*
- *Recherche sur les jeunes et la réinsertion sociale*

Avec le milieu associatif

- *Association québécoise Plaidoyer-Victimes*
- *Institut de médiation et d'arbitrage du Québec*
- *Centre de services de justice réparatrice*
- *Barreau de Montréal*
- *Fondation québécoise pour les jeunes contrevenants*
- *Société de criminologie du Québec*
- *On Règle.com*

Au Canada

- Association des juristes d'expression française de l'Alberta
- Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes (SAIC)
- Groupe de travail fédéral-provincial-territorial sur la justice réparatrice

Au niveau international

- Lettre électronique de la médiation de langue française
- Échange franco-québécois sur les dialogues
- Formation avec l'Institut français de la justice restaurative en France
- Délégation du Chili
- Université de Florianopolis au Brésil
- Rencontre avec deux aumôniers français

Représentations

Au Québec

Avec le ministère de la Santé et des Services sociaux ainsi que la Table des directeurs provinciaux

Le ROJAQ a rencontré les représentants du MSSS le 9 mai 2016. L'objectif était de se mettre respectivement à jour sur le dossier LSJPA et voir les travaux prévus ou à venir au cours de la prochaine année. À l'ordre du jour était inscrit la transformation du réseau, la mise à jour et le suivi des travaux amorcés avec les DP (harmonisation des pratiques), l'entente DP-OJA (Retour sur la consultation, médiation pénale, travaux sur l'entente/article 108/volet d'une entente partenariale, harmonisation d'outils) et information sur le comité de suivi LSJPA et le programme de sanctions extrajudiciaires.

- **Comité de suivi LSJPA**

Après avoir suspendu ses travaux pendant plus d'un an compte tenu de la réorganisation dans le réseau de la santé et des services sociaux, le comité a finalement été réactivé. Le ROJAQ a assisté à deux rencontres. Les sujets suivants ont été abordés: le fonctionnement du MSSS, le programme de sanctions extrajudiciaires, le manuel de référence, les délais et les ententes de collaboration. D'ailleurs, des représentants du conseil d'administration du ROJAQ, soit Jean Montambeault (*Aux trois pivots, Trois-Rivières*) et Jean Laurent (*Programme Impact, Pointe-Claire*) ont participé à un sous-comité ayant pour objectif la mise à jour de l'entente de collaboration entre OJA et les directeurs provinciaux ou, dorénavant, les CISSS-CIUSSS.

- **Comité intersectoriel**

Ce comité aussi avait suspendu ses travaux pendant plus d'un an compte tenu de la réorganisation dans le réseau de la santé et des services sociaux, le comité a finalement été réactivé. Le ROJAQ a assisté à une rencontre. Les sujets suivants ont été abordés: présentation du programme de sanctions extrajudiciaires, état de situation sur les mesures extrajudiciaires, réactivation souhaitée des comités régionaux sur le renvoi ainsi que présentation des travaux de la table provinciale de concertation sur les jeunes, la violence et le milieu scolaire.

Avec le ministère de la Justice

- **Programme de mesure de rechange**

Les contacts se sont poursuivis au cours de l'année avec les représentants du ministère de la Justice en lien avec la mise en place de projets pilotes pour l'implantation d'un programme de mesure de rechange pour la clientèle adulte.

- **Fonds d'accès justice**

Les contacts se sont poursuivis avec les représentants du Fonds d'accès justice. Ainsi, le ROJAQ les a rencontrés à deux reprises afin de discuter de certification des médiateurs citoyens, d'un programme administratif de qualification d'organismes accréditeurs en médiation civile et commerciale et du développement des Centres de justice de proximité.

De plus, une représentante du FAJ a pu assister à une partie de la formation initiale offerte aux médiateurs citoyens grâce à la collaboration de L'Autre Avenue (*Québec*).

Par ailleurs, en avril 2016, un bilan des activités des projets financés en médiation citoyenne, un an après la fin du financement, a été produit et acheminé au FAJ.

Finalement, le ROJAQ a soutenu les OJA dans l'élaboration de leurs demandes de subvention au FAJ. Huit OJA ainsi que le ROJAQ ont pu obtenir du financement cette année.

Avec la direction des poursuites criminelles et pénales

Des contacts ont été maintenus tout au long de l'année, particulièrement avec le Bureau des affaires jeunesse. Ces contacts permettent de suivre les travaux de chacune des organisations quant aux dossiers qu'elles ont en commun.

Représentations

Au Québec (suite)

Avec la magistrature

Serge Charbonneau (ROJAQ) a fait une présentation lors du séminaire « journée jeunesse » pour les juges à la jeunesse, le 13 avril 2016, à Magog. Le thème était : contexte, objectifs et impacts des travaux bénévoles. Parmi les sujets abordés, on retrouve : le sens de la mesure, le choix du contrevenant pour cette mesure, le calcul des heures et les rapports finaux.

Forum québécois sur l'accès à la justice civile et familiale

Le ROJAQ a participé à trois rencontres du Forum québécois sur l'accès à la justice civile et familiale. Il a été entre autres question d'avoir un guichet unique pour la justice où le citoyen pourrait appeler et être dirigé au bon endroit. L'amélioration des communications est au cœur de ces rencontres afin de pousser l'information et améliorer le relais des informations importantes. La ministre a aussi présenté ses intentions et ses orientations.

Avec le milieu universitaire et de la recherche

- Centre international de criminologie comparée

À titre de chercheur régulier, Serge Charbonneau (ROJAQ) est membre du CICC.

- Université Laval à Québec

Plusieurs projets sont réalisés en collaboration avec l'université Laval. À titre d'exemple, Serge Charbonneau (ROJAQ) a été invité à trois reprises en avril 2016 et mars 2017 dans les cours de Mme Catherine Rossi, professeure et chercheure, afin de parler d'approche relationnelle. De plus, le ROJAQ est partenaire et collaborateur avec Mme Marie-Claire Belleau, professeure, dans un projet de recherche.

- Projet ADAJ sur l'accès des citoyens au droit et à la justice

Le ROJAQ a assisté à deux rencontres qui réunissaient une soixantaine de personnes, toutes engagées dans un vaste projet de recherche coordonné par M. Pierre Noireau, de la faculté de droit de l'Université de Montréal. Ce projet vise à documenter les différentes initiatives d'accès au droit et d'accès à la justice. Le projet de recherche a trois axes principaux, dont un qui traite des nouvelles initiatives en matière d'accès à la justice. C'est dans cette dimension de la recherche que le ROJAQ est partenaire.

- Recherche sur les jeunes et la réinsertion sociale

Serge Charbonneau (ROJAQ) a assisté à deux rencontres du comité de soutien pour un projet de recherche soutenu par Mme Nathasha Brunelle sur les jeunes et la réinsertion sociale.

Avec le milieu associatif

- Association québécoise Plaidoyer-Victimes

Le ROJAQ a accepté l'invitation de l'AQPV à participer à un groupe de discussion, le 8 décembre 2016, sur les besoins de formations des intervenants sur les droits et les recours des victimes reconnus par la Loi sur la Charte canadienne des droits des victimes.

- Institut de médiation et d'arbitrage du Québec

Le ROJAQ a poursuivi cette année son implication au comité des regroupements de l'IMAQ où il y a des échanges d'informations sur les activités en médiation. De plus, des contacts ont eu lieu avec des représentants de l'IMAQ pour discuter de collaboration.

- Centre de services de justice réparatrice

Le 1er mars 2017, le ROJAQ a participé à une rencontre avec le CSJR visant le développement concerté de programmes en justice réparatrice et les services offerts par chaque organisation.

Représentations

Au Québec (suite)

- Barreau de Montréal

Le 9 novembre 2016, Stéphanie Fournier (*Ressources alternatives Rive-Sud, Longueuil*) représentait le ROJAQ lors de la 9e table ronde sur la justice participative. Ce rendez-vous annuel est organisé par le Barreau de Montréal et réunit différents acteurs provenant d'institutions gouvernementales, d'universités, de cabinets privés, du milieu communautaire, etc.

- Fondation québécoise pour les jeunes contrevenants

Le 10 novembre 2016, à la suite d'une demande de leur part, M. Claude Hallé et Mme Nicole Cabana ont présenté aux membres du conseil d'administration la Fondation québécoise pour les jeunes contrevenants, et plus particulièrement le volet programme projets novateurs. Ces projets doivent passer par les CISSS-CIUSSS en collaboration avec un partenaire du milieu, qui pourrait être un OJA.

- Société de criminologie du Québec

Le 14 juin 2016, le ROJAQ a assisté à une rencontre du conseil d'administration élargi en vue de la préparation du congrès de la Société de criminologie du Québec de 2017.

- On Règle.com

Le ROJAQ a rencontré un représentant de On Règle.com voulant présenter les services en ligne qui pourraient être offerts aux citoyens.

Au Canada

- Association des juristes d'expression française de l'Alberta

Voir page 8 du présent rapport d'activités.

Au Canada (suite)

- Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes (SAIC)



Le ROJAQ a obtenu l'année dernière une subvention pour un projet de mission exploratoire de la part du Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes (SAIC) dans le cadre du Programme d'appui à la francophonie canadienne. Ce projet: LSJPA, échanges sur les pratiques dans la communauté, visait à mieux connaître ce qui se fait en français dans d'autres provinces canadiennes en matière de justice pour les adolescents, plus particulièrement en médiation pénale et en travaux communautaires. Compte tenu des difficultés à trouver des ressources offrant des services en français, une prolongation du projet a dû être demandée. Malgré la poursuite des démarches, seulement un organisme a répondu à nos demandes.

C'est ainsi que dans la semaine du 20 juin 2016, Chantal Guillotte (*ROJAQ*) et Nadine Bernatchez (*REPARS, Joliette*) se sont rendues en Nouvelle-Écosse pour connaître les services francophones en LSJPA et le développement de la justice réparatrice.

Elles ont été reçues par l'organisme Tri-County Restorative Justice (TCRJ), à Yarmouth. M. Yvon McCauley a expliqué les services de l'organisme et a décrit comment les demandes de conférences réparatrices ou cercle de réparation leur étaient acheminées dans le cadre de la LSJPA. Elles ont aussi pu discuter avec lui de travail communautaire, des services offerts par les OJA au Québec, visiter quelques organismes ayant des projets avec TCJR et s'entretenir avec M. Bruce Archibald, professeur de droit à l'Université Dalhousie, à Halifax.



Représentations

Canada (suite)

- [Groupe de travail fédéral-provincial-territorial sur la justice réparatrice](#)

Le 4 janvier 2017, le ROJAQ a participé à une consultation du Groupe de travail fédéral-provincial-territorial sur la justice réparatrice présentant une déclaration pour aider les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux ainsi que les organismes, les programmes et les intervenants du domaine de la justice réparatrice à prendre en considération les valeurs et les principes fondamentaux et à élaborer un cadre cohérent quant à l'utilisation des processus de justice réparatrice en matière pénale.

International

- [Lettre électronique de la médiation de langue française](#)

Cette « lettre des médiations » est une revue électronique de langue française fondée par des médiateurs et des chercheurs français avec la participation de représentants de pays francophones comme le Québec, la Belgique et la Suisse. Un article de Serge Charbonneau intitulé : État des lieux de la médiation scolaire au Québec, y est paru en avril 2016.

- [Échange franco-québécois sur les dialogues](#)

Dans le cadre d'un projet en partenariat avec l'Université Laval et le Centre des services de justice réparatrice, le ROJAQ a accueilli la délégation française au Québec du 24 au 30 novembre 2016. La délégation était constituée de Mme Olivia Mons, directrice des communications et Mme Michèle de Kerckhove, présidente, de l'Institut National d'Aide aux Victimes et de Médiation ainsi que de M. Benjamin Sayous, directeur de l'Institut Français pour la Justice Restaurative. Ils ont rencontré, entre autres, le ROJAQ et certains OJA pendant leur séjour ainsi que lors des journées des directions.



Les 23, 24 et 25 janvier 2017, Serge Charbonneau (ROJAQ) et Marie-Ève Lamoureux (*Ressources alternatives Rive-Sud, Longueuil*) ont été donner une formation de perfectionnement en France sur la médiation restaurative. De plus, ils ont donné une conférence au Symposium sur la justice restaurative et Serge Charbonneau y a animé un atelier. Le ministère de la Justice a aussi été rencontré.

Par ailleurs, des activités de supervision ont aussi été offertes à une médiatrice.

- [Formation avec l'Institut national de justice restaurative en France](#)

Du 6 au 10 juin 2016, Serge Charbonneau du ROJAQ a de nouveau été en France pour former des intervenants à la médiation restaurative (médiation dans les cas de crimes graves). Les participants provenaient de l'administration pénitentiaire et de certains services d'aide aux victimes. Cette formation s'est tenue à Agen, à l'école nationale d'administration pénitentiaire.

- [Délégation du Chili](#)

Une délégation du Chili a été accueillie par le ROJAQ dans la semaine du 12 septembre 2016. Il s'agissait de madame Iris Fuenzalida, Directrice du département de responsabilité pénale des jeunes, madame Maria Teresa Diaz, juge, ministre de la cour d'appellation de San Miguel, qui a la charge les dossiers de jeunes contrevenants ainsi que madame Carmen G. Quintana.

- [Université de Florianopolis au Brésil](#)

M. Theophilos Rifiotis de l'Université de Florianopolis au Brésil a demandé à Serge Charbonneau (ROJAQ) d'accompagner un projet de déjudiciarisation de la violence conjugale au Brésil. Son mandat sera de commenter les travaux soumis et il serait invité à la fin pour l'évaluation du projet.

- [Rencontre avec deux aumôniers français](#)

Le 18 mai 2016, Serge Charbonneau (ROJAQ) a rencontré deux aumôniers de l'administration pénitentiaire française intéressés par la justice réparatrice. Ils souhaitaient connaître les services offerts au sein du ROJAQ.

Colloques et formations

Symposium national sur la justice réparatrice

Serge Charbonneau (*ROJAQ et médiateur au SCC*) a assisté au Symposium national sur la justice réparatrice qui avait lieu cette année à Halifax, en Nouvelle-Écosse, les 21 et 22 novembre 2016.

Éducaloi et Fondation Robert-Sauvé

Le 26 mai 2016, Serge Charbonneau (*ROJAQ*) était présent au Colloque organisé par Éducaloi et la Fondation Robert-Sauvé et ayant pour thème: « Justice : nouveau mode d'emploi ». L'objectif était de mieux comprendre le nouveau mode d'emploi en matière de justice civile par des échanges et des réflexions sur les différentes manières de percevoir les conflits juridiques, de les prévenir et de les régler.

Webinaire Statistiques Canada

Le 1er février 2017, Chantal Guillotte (*ROJAQ*) a participé au webinaire de Statistiques Canada intitulé: Les statistiques sur le crime et la justice au Canada.

Le ROJAQ est membre de :

- La Table provinciale des regroupements d'organismes communautaires et bénévoles*
- L'Association québécoise Plaidoyer-Victimes*
- L'Association canadienne de justice pénale*
- La Société de criminologie du Québec*

Serge Charbonneau, directeur, est chercheur régulier au Centre international de criminologie comparée de l'Université de Montréal.

Médias

Protégez-vous

Le 15 septembre 2016, Serge Charbonneau a eu un entretien sur la médiation citoyenne avec un journaliste de Protégez-vous. Pour consulter l'article:

<https://www.protegez-vous.ca/Argent/mediation>

Les productions Picbois

Serge Charbonneau a rencontré les Productions Picbois le 1er avril 2016. Ils veulent poursuivre leur projet et faire 12 émissions sur la médiation pénale, civile, familiale, scolaire, citoyenne, crimes graves, etc...

TV5 Monde

Le 19 décembre 2016, Serge Charbonneau a accordé un entretien à Mme Bénédicte Weiss, journaliste, qui préparait un article sur la justice restaurative pour le site internet de TV5 Monde. Elle souhaitait présenter au grand public ce qu'était la justice restaurative et ses déclinaisons dans le monde, notamment dans les pays francophones.

Le monde diplomatique

Le 11 juillet 2016, Serge Charbonneau a eu un entretien avec une journaliste sur la justice restaurative pour le journal Le monde diplomatique.

Demandes de la communauté

Le ROJAQ a reçu cette année environ 150 demandes de citoyens ou d'organismes pour des questions de justice ou de médiation citoyenne. Ces personnes ont alors été orientées vers des ressources pouvant répondre à leurs besoins.

De plus, le ROJAQ a de nouveau répondu cette année, à une demande de médiation faite pour gérer un conflit entre des organismes communautaires.

Liste des membres

Justice alternative Lac St-Jean - Alma

530, rue Collard Ouest #101
Alma, QC G8B 1N3
Téléphone : (418) 662-8314
Télécopieur : (418) 662-6635
justicealternativesj@qc.aira.com

CoNVERjaNCE Manicouagan - Baie-Comeau

766, rue Bossé
Baie-Comeau, QC G5C 1L6
Téléphone : (418) 589-6566
Télécopieur : (418) 589-6317
mesbaie@globetrotter.net

Commun Accord - Drummondville

948, boul. St-Joseph #101
Drummondville, QC J2C 2C5
Téléphone : (819) 477-5836
Télécopieur : (819) 477-1526
communaccord@cgocable.ca

REPARS - Joliette

200, rue De Salaberry #106
Joliette, QC J6E 4G1
Téléphone : (450) 755-3815
Télécopieur : (450) 755-4540
repars@cepap.ca

L'Alter Égaux - La Tuque

318, rue Scott
La Tuque, QC G9X 1P1
Téléphone : (819) 523-8274
Télécopieur : (819) 676-5006
alteregaux@lttc.ca

L'Interface - Lévis

5955, rue St-Laurent #205
Lévis, QC G6V 3P5
Téléphone : (418) 834-0155
Télécopieur : (418) 834-3950
interface@interfaceoja.com

Ressources alternatives Rive-Sud-Longueuil

620, boul. Sainte-Foy
Longueuil, QC J4J 1Y9
Téléphone : (450) 647-9024
Télécopieur : (450) 647-9027
rars@b2b2c.ca

Ressources alternatives Maskinongé-Louiseville

121, Petite-Rivières, local 25
Louiseville, QC J5V 2H3
Téléphone : (819) 228-8693
Télécopieur : (819) 228-8349
ramaski@cgocable.ca

Justice alternative Gaspésie-Sud - Maria

549, boul. Perron
Maria, QC G0C 1Y0
Téléphone : (418) 759-3016
Télécopieur : (418) 759-5077
majgapsud@globetrotter.net

Avenues citoyennes - Nicolet

690, rue Mgr Panet #109
Nicolet, QC J3T 1W1
Téléphone : (819) 293-8671
Télécopieur : (819) 293-8671
avenuescitoyennes@sogetel.net

Programme Impact (YMCA) - Pointe-Claire

230, boul. Brunswick
Pointe-Claire, QC H9R 5N5
Téléphone : (514) 630-9864 #5202
Télécopieur : (514) 694-9627
jean.laurent@ymcaquebec.org

L'Autre avenue - Québec

6780, 1ère Avenue, # 310
Québec, QC G1H 2W8
Téléphone : (418) 648-6662
Télécopieur : (418) 648-8903
lautreavenue@megaquebec.net

L'Avenue, justice alternative - Repentigny

50, rue Thouin, bureau 200 A
Repentigny, QC J6A 2Z6
Téléphone : (450) 581-1459
Télécopieur : (450) 581-1453
lavenue@videotron.ca

Justice alternative de l'Est - Rimouski

5, rue St-Paul #2
Rimouski, QC G5L 1S8
Téléphone : (418) 722-9005
Télécopieur : (418) 722-9082
lise.beaulieu@ojarimouski.org

Liste des membres (suite)

Justice alternative du KRTB - Rivière-du-Loup

299, rue Lafontaine #301
Rivière-du-Loup, QC G5R 3A9
Téléphone : (418) 867-4083
Télécopieur : (418) 867-8721
ojakrtb@ojakrtb.ca

Justice alternative Saguenay - Saguenay

152, rue Racine Est - CP 8174
Chicoutimi, QC G7H 5B7
Téléphone : (418) 698-2400
Télécopieur : (418) 698-5977
justicealternativesaguenay@videotron.ca

La Croisée - Sept-Îles

652, avenue De Quen 2ème étage
Sept-Îles, QC G4R 2R5
Téléphone : (418) 962-0173
Télécopieur : (418) 968-9376
direction@la-croisee.ca

Volteface - Shawinigan

1512, avenue St-Marc
Shawinigan, QC G9N 2H4
Téléphone : (819) 537-7565
Télécopieur : (819) 537-3202
ojavolteface@ojavolteface.ca

Le Pont - Sherbrooke

437, rue Wellington Sud
Sherbrooke, QC J1H 5E2
Téléphone : (819) 565-2559
Télécopieur : (819) 565-9855
info@lepontoja.org

Justice Alternative Richelieu-Yamaska – St-Hyacinthe

600, boul. Casavant Ouest #102
St-Hyacinthe, QC J2S 7S3
Téléphone : (450) 773-8940
Télécopieur : (450) 773-9561
corporation@justicealternative.ca

Aide aux jeunes contrevenants de Beauce - St-Joseph-de-Beauce

135A, rue Ste-Christine
St-Joseph-de-Beauce, QC G0S 2V0
Téléphone : (418) 397-6578
Télécopieur : (418) 397-6522
ajcb@axion.ca

Aux trois Pivots - Trois-Rivières

543, rue Laviolette
Trois-Rivières, QC G9A 1V4
Téléphone : (819) 372-9913
Télécopieur : (819) 372-4910
corporation@aux3pivots.com

Pacte Bois-Francs - Victoriaville

59, rue Monfette #252
Victoriaville, QC G6P 1J8
Téléphone : (819) 752-3551
Télécopieur : (819) 752-3968
pacte@pacte.ca

Consultants et collaborateurs

Mme Joscelyne Banerjee, médiatrice bénévole pour le ROJAQ

M. Jonathan Bergeron, agence web Ouistiti

M. Jean-Pierre Bonafé-Schmitt, chercheur au CNRS et professeur Université Lyon II

M. Yves Goyette, Info-Montréal

M. Patrick Lavoie, programmeur

Me Paul Monty, avocat

Mme Catherine Rossi, Professeure et chercheure, Université Laval

M. Jean Samson, Samson Groupe Conseil